



Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité plus d'un milliard de personnes (1, 020 milliard) dans le monde souffrent de sous-alimentation. Cela représente une augmentation de 100 millions de personnes par rapport à l'année dernière et environ le sixième de l'humanité.

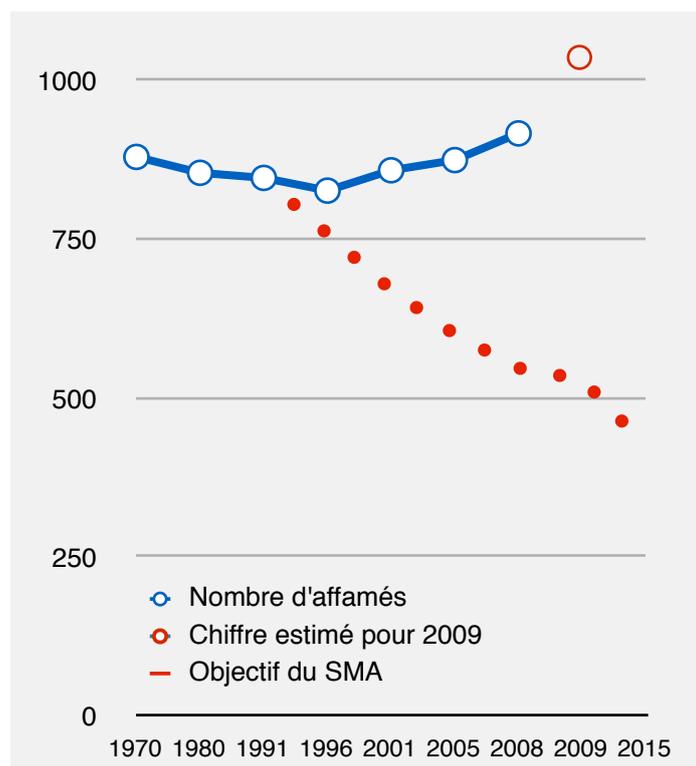
À moins que des mesures substantielles et durables ne soient prises dans l'immédiat pour remédier à cette situation, l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, consistant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim pour le ramener à 420 millions d'ici 2015 ne pourra être atteint (Figure 1).

Il ressort des dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatives à la faim dans le monde que la tendance déjà défavorable des dix dernières années s'est encore sensiblement aggravée. La montée de l'insécurité alimentaire en 2009 souligne la nécessité de s'attaquer de manière efficace et de toute urgence aux causes profondes de la faim.

La crise économique mondiale, nœud de la question

Le ralentissement de l'activité économique à l'échelle mondiale, survenant après -et chevauchant en partie- la crise

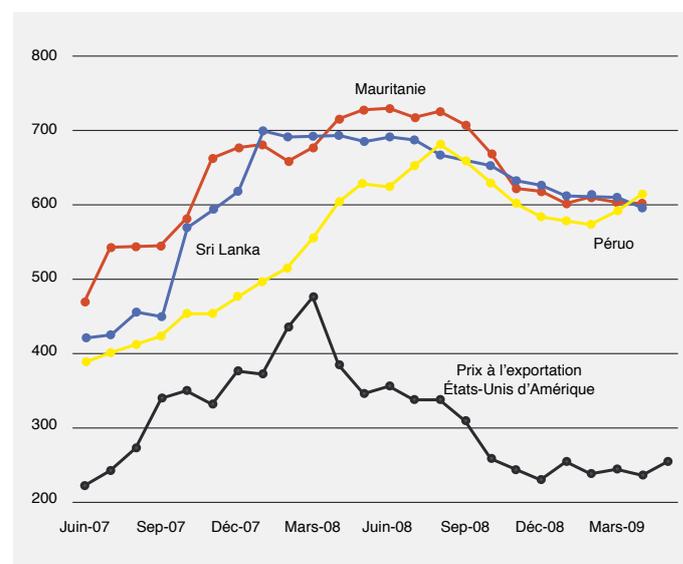
Figure 1: **Nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde (en millions)**



alimentaire et la crise énergétique, est à l'origine de la forte augmentation de la faim dans le monde. La crise a amputé les revenus et les possibilités d'emploi des pauvres et considérablement réduit leur accès aux produits alimentaires.

L'augmentation de la sous-alimentation n'est pas le résultat d'une offre insuffisante de produits alimentaires sur le marché international. Selon des chiffres récents tirés des *Perspectives de l'alimentation* de la FAO, la production céréalière mondiale en 2009 sera robuste, à peine inférieure au niveau record de 2 287 millions de tonnes atteint l'an dernier.

Figure 2: **Prix intérieurs du blé dans des pays sélectionnés et par rapport à un point de référence international (USD la tonne)**



Source: GIEWS, FAO (2009)

Leurs revenus baissant, les pauvres sont moins en mesure d'acheter des produits alimentaires surtout dans les cas où les prix sur le marché intérieur restent obstinément élevés. Si les cours des denrées alimentaires sur le marché mondial sont en repli par rapport à leur sommet de la mi-2008, ils restent élevés historiquement. Et au niveau local les prix ont eu tendance à baisser moins rapidement dans bien des pays en développement (Figure 2). Fin 2008, les denrées alimentaires de base produites localement continuaient de coûter en moyenne 24 pour cent de plus en valeur réelle que deux ans plus tôt, et cela se vérifiait pour tout un éventail de denrées alimentaires de première nécessité.

La conjonction de la baisse des revenus causée par la crise économique et de la persistance de prix élevé des denrées alimentaires a eu des effets dévastateurs sur la plupart des populations pauvres dans le monde.

Pourquoi la crise économique actuelle est-elle si grave?

La crise économique en cours est sans précédent, à bien des égards. Tout d'abord, elle fait suite à une crise de la sécurité alimentaire mondiale consécutive à une série de fortes augmentations des prix des principales denrées alimentaires qui a mis ces denrées hors de portée de millions de pauvres durant la période 2006-2008. Les mécanismes que les ménages mettent en œuvre d'ordinaire pour faire face à des secousses économiques avaient par conséquent déjà été mis à l'épreuve.

En second lieu, la crise frappe simultanément de vastes régions du monde. Lorsque les crises économiques sont confinées à tel ou tel pays voire à plusieurs pays dans une région donnée, les gouvernements peuvent avoir recours à des instruments comme la dévaluation de la monnaie, l'emprunt ou faire plus largement appel à l'aide publique pour faire face aux effets de la crise. Lorsque la crise est mondiale, ces instruments perdent de leur efficacité.

Troisièmement, l'intégration plus étroite des pays en développement dans l'économie mondiale au plan financier et commercial, fait qu'ils sont davantage exposés aux aléas des marchés internationaux. Une baisse de l'offre ou de la demande mondiale ou un resserrement du crédit du fait de la crise a des répercussions immédiates sur les pays en développement.

Comment la crise économique s'est-elle propagée aux pays en développement?

Le ralentissement de l'économie mondiale s'est transmis aux pays en développement par les voies de la finance et du commerce et a des retombées importantes sur leur sécurité alimentaire et leur croissance économique en général. Les principales voies de transmission sont énumérées ci-après.

Les investissements étrangers directs (IED)

Selon les prévisions du FMI, les investissements étrangers à destination des pays en développement enregistreront une baisse de 32 pour cent en 2009. Bien que ces investissements concernent avant tout le secteur minier, l'industrie et les services, le secteur agricole s'en trouvera également affecté. La baisse du niveau de l'emploi enverra des ondes de choc dans toute l'économie risquant de provoquer un retour vers les zones rurales des chercheurs d'emploi découragés.

Envois de fonds

La Banque mondiale prévoit une chute de 5 à 8 pour cent en 2009 du montant des envois de fonds des travailleurs émigrés, alors que ceux-ci avaient connu par le passé des taux de croissance annuelle allant jusqu'à 20 pour cent, et

qu'ils étaient devenus une source importante de capital pour les pays en développement. Dans les pays à faible revenu, par exemple, ils représentent 6 pour cent du produit économique total. Qui plus est, les envois de fonds avaient jusque-là bien résisté aux chocs, augmentant même fréquemment durant les crises économiques dans les pays bénéficiaires. L'effet anticyclique de ces transferts de fonds ne se fera vraisemblablement pas sentir cette fois en raison de la dimension mondiale de la récession en cours.

L'aide publique au développement (APD)

L'aide étrangère, qui avait fortement augmenté au niveau mondial en 2008, est la principale source de capitaux pour bien des pays figurant parmi les plus pauvres. Toutefois, la récession économique mondiale ayant également affecté les budgets des pays donateurs, l'aide publique au développement à destination des 71 pays les plus pauvres pourrait enregistrer une baisse de 25 pour cent, d'après les prévisions du FMI.

Les marchés financiers

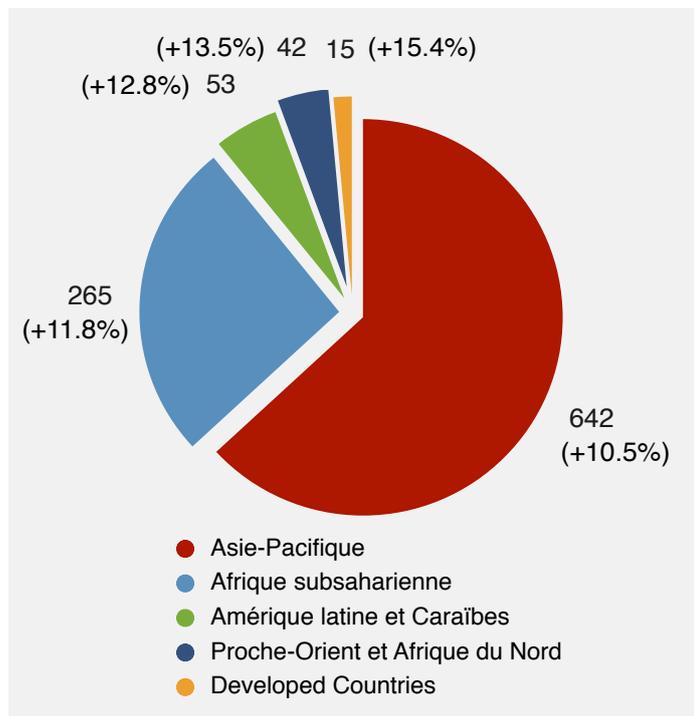
Autre retombée de la crise, les pays en développement voient augmenter le coût de leurs emprunts étrangers, tant de source privée que publique. Déjà, la prime de risque sur les crédits consentis aux pays en développement a augmenté d'environ 0,25 pour cent. Dans bien des cas, ces pays pourraient se voir refuser l'accès au crédit du fait que les banques utilisent au compte-gouttes leurs réserves financières et ne prêtent qu'aux emprunteurs qui leur paraissent les plus fiables.

Le commerce international

Le volume des échanges devrait baisser de 5 pour cent, selon le FMI, et de 9 pour cent selon l'OMC, du fait de la crise économique en cours. On prévoit également une baisse du prix des produits exportés par les pays en développement en 2009. Selon le FMI, cette baisse devrait être plus forte pour les pays en développement. Elle sera particulièrement dommageable aux économies tributaires de leurs exportations comme principale source de devises.

La réduction des flux internationaux de capitaux, le resserrement du crédit, la chute du montant des envois de fonds des travailleurs émigrés et le rétrécissement des marchés à l'exportation se traduisent par une diminution des investissements et une révision à la baisse des perspectives de croissance des pays en développement. À moins que des mesures concrètes ne soient prises pour accroître l'investissement, cela pourrait avoir des effets négatifs à long terme pour les pays en développement, même une fois passée la lame de fond de la récession mondiale.

Figure 3: Estimation de la répartition par région du nombre (en millions) de personnes souffrant de la faim et augmentation (en %) de ce nombre par rapport à 2008



Quelles sont les régions les plus touchées?

La faim augmente partout dans le monde. En fait, toutes les régions du monde ont été affectées par la montée de l'insécurité alimentaire (Figure 3).

- L'Asie et le Pacifique, la région la plus peuplée du monde, compte le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim (642 millions).
- L'Afrique subsaharienne est la région où la proportion des personnes sous-alimentées par rapport à la population totale est la plus élevée (32 pour cent).
- Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord sont la région qui a connu la plus forte augmentation en pourcentage des victimes de la faim (+13,5 pour cent).
- L'Amérique latine et les Caraïbes, la seule région donnant des signes d'amélioration ces dernières années, a aussi connu une forte augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim (+12,8 pour cent).
- Même dans les pays développés, la sous-alimentation devient un sujet de préoccupation croissante.

Comment les pauvres font-ils face à la crise?

Face à la montée du chômage, à la baisse du revenu et à la diminution de leurs débouchés, les ménages s'efforcent de maintenir leurs revenus en émigrant, en vendant des actifs comme du bétail, en empruntant de l'argent, ou en participant à de nouveaux types d'activités économiques.

On constate au niveau mondial que les femmes cherchent à intégrer le marché du travail en réaction aux récessions économiques. Les enfants peuvent être également appelés à travailler pour de l'argent.

De plus, les ménages modifient leurs schémas de dépenses et consacrent une moindre part de leurs revenus aux achats de biens durables par rapport aux achats de produits alimentaires et autres articles essentiels. Les dépenses alimentaires elles-mêmes tendent à s'orienter vers des aliments meilleur marché, riches en calories et en énergie, comme les céréales, au détriment de produits plus chers et plus riches en protéines et en éléments nutritifs comme la viande, les produits laitiers ou les fruits et légumes.

Ainsi, la crise débouche sur des compromis indésirables mais souvent inévitables: les mères pauvres qui travaillent, par exemple, sont moins susceptibles de recourir aux services de santé pour elles-mêmes ou pour leurs enfants; les migrations peuvent nuire à la cohésion de la communauté; le fait de retirer les enfants de l'école détruit le capital humain à long terme; la vente des actifs réduit les ressources physiques et financières disponibles, qui sont difficiles à reconstituer; et renoncer à des aliments plus nutritifs pour d'autres qui le sont moins ou simplement manger moins cause la malnutrition, affecte la productivité du travail et réduit le potentiel cognitif de l'enfant.

Les études de cas par pays menées par le Programme alimentaire mondial (PAM) recensent les multiples façons qu'ont les ménages de faire face à la baisse des envois de fonds des travailleurs émigrés, des exportations, des investissements étrangers directs et aux autres effets de la crise économique (Tableau 1).

Les ménages les plus pauvres sont naturellement les plus frappés par les restrictions budgétaires. En particulier, les ruraux sans terre et les citadins pauvres sont les plus affectés par la crise du fait qu'ils ne peuvent pas compter sur l'agriculture de subsistance. D'autres groupes vulnérables sont durement touchés comme les ménages dirigés par une femme qui, en raison de ses activités familiales (élever les enfants, prendre soin des personnes âgées, recueillir de quoi se chauffer), ne peut pas consacrer une partie plus grande de son temps à un travail rémunéré.

Bien que ces répercussions de la crise puissent être particulièrement fortes dans les villes, les zones rurales en souffrent également. L'exode urbain en retour exerce une pression sur les débouchés disponibles en matière d'emploi et sur les revenus d'ordinaire déjà tendus des ménages.

Quelles mesures prendre?

La crise alimentaire et la crise énergétique de 2006-2008 et, dans leur prolongement, la récession économique et financière actuelle ont durement frappé les personnes exposées à l'insécurité alimentaire. Une assistance immédiate est nécessaire pour éviter une aggravation de leur situation.

Tableau 1: Exemples des principaux effets de la crise économique et réactions des ménages

	Arménie	Bangladesh	Ghana	Nicaragua	Zambie
Effet de la crise	Baisse des: envois de fonds	Baisse des: envois de fonds, IED,	Baisse des: envois de fonds, IED, échanges, APD	Baisse des: envois de fonds, IED, APD	Baisse des: envois de fonds, IED, Échanges, APD
Réaction des ménages	Changement de l'alimentation, diminution des dépenses de santé, recours au crédit, ventes de bétail	Réduction du nombre de repas, aliments meilleur marché, diminution des dépenses de santé, recours au crédit	Changement de l'alimentation, diminution des dépenses de santé et d'éducation, ventes de bétail	Changement de l'alimentation, recours au crédit, ventes de bétail	Réduction du nombre de repas, aliments meilleur marché, diminution des dépenses de santé et d'éducation, transferts

Toutefois, le nombre des personnes sous-alimentées était en augmentation même avant la crise, ce qui met en évidence la fragilité du système alimentaire en place qui a un besoin urgent de changements structurels.

À court terme, les filets de sécurité et les programmes de protection sociale doivent être renforcés ou créés pour que les plus nécessiteux puissent en bénéficier. Simultanément, les petits exploitants agricoles doivent avoir l'accès aux moyens de production et aux technologies indispensables - comme des semences de qualité, des engrais, des fourrages ainsi que des outils et des machines agricoles - pour pouvoir accroître leur production. Cela devrait faire également baisser les prix des denrées alimentaires pour les consommateurs pauvres, tant ruraux qu'urbains.

À moyen et à long termes, la solution structurelle aux problèmes de la faim réside dans l'augmentation de la production en particulier dans les pays à faible revenu à déficit vivrier. Ces pays doivent bénéficier d'une assistance, sur le plan technique et financier et en matière d'élaboration des politiques, pour renforcer la productivité de leur secteur agricole et sa capacité d'adaptation aux crises. Il est essentiel de mettre en place des politiques stables et efficaces, des mécanismes réglementaires et institutionnels et des infrastructures commerciales fonctionnelles, propres à promouvoir les investissements dans le secteur agricole. Il convient de renforcer les investissements dans les sciences et les technologies agricoles et alimentaires. Sans systèmes agricoles robustes, sans mécanismes de sécurité alimentaire mondiale renforcés, de nombreux pays continueront à avoir du mal à accroître la production afin de pouvoir répondre à la demande et à se procurer les devises nécessaires au financement des importations de produits alimentaires dont ils ont besoin.

Si l'on laisse les choses suivre leur cours normal, il ne sera pas possible de réduire la sous-alimentation dans la mesure nécessaire. Pour échapper à la faim, les populations ont besoin d'un accès sûr aux intrants modernes et aux autres ressources, de bonnes infrastructures rurales, de

l'assistance d'institutions appropriées et d'une meilleure gouvernance au niveau international, national et local. Les institutions existantes devront être dûment réformées et de nouvelles institutions mises en place sur la base du principe du droit à une alimentation adéquate. Les "nouvelles" institutions devront tirer profit des expériences passées et évoluer vers une plus grande transparence et redevabilité, favorisant l'habilitation des pauvres et la participation aux prises de décisions qui les intéressent. Les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale permettront de faire un grand pas dans cette direction.

Maintenir l'agriculture au centre des préoccupations

La crise alimentaire mondiale, en mettant en péril la paix et la sécurité mondiale, a projeté à nouveau la sécurité alimentaire et l'agriculture au premier rang des priorités politiques. Mais avec la baisse progressive des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, et la crise économique et financière qui n'épargne aucun pays, le risque est que l'on se désintéresse progressivement du sort des pays les plus pauvres qui arrivent à grand-peine à nourrir leur population. La communauté internationale, bien qu'elle soit aux prises avec la récession mondiale, ne peut oublier ses engagements envers les personnes, au nombre d'un milliard, qui souffrent de la faim.

Les crises économiques se traduisent généralement par une diminution des investissements publics dans l'agriculture, aux effets dévastateurs en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et la faim. L'expérience de même que les études empiriques nous enseignent que c'est précisément dans ces moments qu'il ne faut pas réduire le soutien à l'agriculture et qu'il faut au contraire l'accroître. Seul un secteur agricole sain, combiné à une économie non agricole en expansion et à des filets de sécurité et des programmes de protection sociale efficaces, permettra d'éliminer l'insécurité alimentaire et la pauvreté de manière durable, conformément aux objectifs que s'est fixée la communauté internationale.